

Proposition d'orientation pour les élections régionales 2021

Les élections régionales de juin 2021 (13 et 20 ou 20 et 27) vont se tenir dans le contexte particulier que nous connaissons de la crise et de ses conséquences sanitaires, sociales, économiques et démocratiques pour notre région.

Cette crise est un révélateur mais aussi un accélérateur de la situation que vivent les Franciliens, en particulier ceux issus des milieux les plus modestes.

Chaque jour le système révèle un peu plus sa nocivité et la pandémie ne fait que mettre plus encore les choses en lumière.

Outre les conséquences dramatiques en termes de surmortalité, de séquelles de la maladie, de décrochage scolaire, cette crise a d'ores et déjà des conséquences sociales terribles. C'est particulièrement vrai en Île de France, région très inégalitaire qui produit énormément de richesses mais concentre aussi les plus grandes inégalités, tant en termes de revenus que d'accès aux droits (logement, éducation, santé...).

Le nombre d'allocataires du RSA y explose depuis mars, les demandes d'aides alimentaires n'ont jamais atteint de tels niveaux depuis la seconde guerre mondiale, plus de 160 000 emplois ont été détruits en 2020, de nombreuses petites entreprises ne vont pas résister aux confinements, beaucoup de ceux qui occupaient les emplois les plus précaires se retrouvent sans rien, les perspectives pour les jeunes sont de plus en plus sombres, les craintes pour l'avenir sont largement partagées par la population.

Les effets de cette crise sont d'autant plus violents que la Région n'a pas activé tous les leviers possibles pour être un véritable bouclier social. Toutes les politiques de solidarité, d'aide au logement social, de rééquilibrage de notre région sont déconstruites par la majorité de droite. Si Valérie Pécresse était réélue des étapes supplémentaires seraient franchies en termes de privatisation, d'ouverture à la concurrence des services publics de transport, de crise du logement, d'inégalités...

Le contexte de crise sanitaire et politique que nous vivons est propice à une aggravation de l'abstention. D'élections en élections, le sentiment que la politique ne change rien à la situation s'est ancré dans la population. Le rejet de la politique est une des données de la situation que nous ne pouvons ignorer. Nous devons faire en sorte que les gens se réapproprient ces enjeux et ouvrent des perspectives de transformations sociales.

Notre responsabilité est de faire des propositions à même de changer et d'améliorer immédiatement et durablement la vie des Franciliens.

Le mécontentement et la colère sont bien présents. Mécontentement de la gestion de la crise par le gouvernement, mécontentement face aux politiques de santé publique menées depuis des décennies et qui nous amènent à la situation catastrophique que nous connaissons dans les hôpitaux, mécontentement des choix en matière d'éducation, d'urbanisation de la région, ou encore de transports...

Mais ce n'est globalement pas la gauche qui apparaît comme étant l'alternative crédible pour construire une politique de transformation sociale et de transition écologique.

Bien que ses scores restent modérés en Ile de France par rapport à d'autres régions, dans certains secteurs, le risque existe de voir le R.N. considéré par une partie importante de l'électorat comme l'alternative à Pécresse et à Macron. Il s'implante et peut progresser à la faveur de la crise sociale et

d'une campagne régionale menée autour de thèmes identitaires et sécuritaires.

Par ailleurs, Péresse a, d'ores et déjà, rassemblé une partie de la droite (Libres, LRI, UDI et des élus Marcheurs franciliens) et s'appuie sur son action de sortante relayée avec force par les médias. De telle manière que l'hypothétique candidat LREM, J-M Blanquer, se dit, dès à présent, prêt à se rassembler avec la présidente sortante dans la perspective du 2d tour.

La gauche de transformation sociale que nous voulons est en grande partie à reconstruire.

De nombreuses études d'opinions, de sondages le réaffirment, nous le constatons quotidiennement, la gauche dans son ensemble a perdu du crédit. Les sondages pour les régionales lui donnent de 25 à 40% des intentions de vote.

Nous en faisons l'expérience régulièrement auprès des salariés, des syndicalistes, des jeunes : le quinquennat de François Hollande a laissé un fort ressentiment dans l'électorat de gauche. La loi travail, la déchéance de nationalité ou encore les privatisations... ont non seulement divisé les partis de gauche mais également leurs électorsats comme le montrent différents sondages.

Ce sont aussi les expériences qui, du programme commun à la gauche plurielle en passant par le front de gauche, dans des termes certes différents, n'ont pas été à la hauteur des espoirs créés.

C'est à cette situation que nous voulons nous attaquer. Nous ne pouvons remettre à plus tard, ni l'analyse de la situation, ni la réflexion sur la façon d'y faire face. Nous devons faire en sorte que les aspirations fortes de justice sociale, de transition écologique, de démocratie s'expriment largement et trouvent un débouché politique dont la crédibilité et la solidité dépendent d'une large appropriation citoyenne.

L'aspiration au rassemblement est forte. Cependant, ce n'est pas le rassemblement pour le rassemblement qui est espéré, mais avant tout un rassemblement sur des contenus forts et transformateurs.

Pour se donner les moyens de battre Péresse ; Pour construire un rassemblement permettant aux Franciliens qui se mobilisent pour la santé, l'école, l'environnement, l'emploi, la culture, le sport, qui luttent contre le racisme...et dont on sait que le seul jeu d'alliance entre forces politiques le temps d'une élection ne suffira pas à les rassembler ; Il faut des contenus forts, identifiables dans une perspective de transformation sociale et écologique majoritaire.

Nous avons lancé en octobre un appel au rassemblement de la gauche et des écologistes, appel qui a eu un bon écho puisqu'il a été signé par près de 500 personnes, responsables politiques mais aussi responsables syndicaux, associatifs, personnalités de la culture...

Où en sommes-nous depuis ?

Malgré la signature de l'appel par des personnalités de la gauche, trois candidatures sont déclarées : celle de Julien Bayou au nom d'un pôle écologiste rassemblant EELV, Génération.S, Génération écologie, Cap 21... ; celle d'Audrey Pulvar soutenue par le PS, le PRG et Place Publique et celle de Clémentine Autain au nom de LFI.

Nous avons rencontré ces différentes forces au niveau régional. EELV semble déterminé à ne pas élargir leur pôle écologiste avant le 1er tour.

Si nous sommes considérés comme un partenaire souhaitable par le PS et la FI.

Mais force est de constater, après discussions, que les conditions pour les réunir sur une même liste à l'occasion du premier tour de scrutin n'existent pas.

Il nous semble que pour avancer dans cette voie, il est possible de construire un premier pôle de rassemblement cohérent avec la nature de nos propositions, sans jamais renoncer au rassemblement de toute la gauche au second tour.

Cette construction doit participer à la mise en évidence de l'apport et de l'utilité du parti communiste, de ses militants et de ses élus, pour redonner sens à la gauche. C'est une question majeure, que nous sommes les seuls à porter face au duo Macron, Le Pen.

Attendre plus longtemps ne pourrait être perçu que comme un ralliement à une autre liste et pas comme une construction commune sur des contenus communs.

A partir de là, quels choix opérer pour, dans cette situation, avancer dans cette démarche stratégique ?

Dans ces conditions nous pourrions décider de travailler sans attendre à la construction d'une liste commune avec la FI conduite par Clémentine Autain, solution qui nous permettrait le mieux de répondre à ces enjeux politiques.

En effet, nous sommes en plus grande proximité politique avec la démarche anti libérale de Clémentine Autain et de la FI. De plus, Clémentine Autain a toujours montré un vrai attachement au rassemblement des forces progressistes, alors que nous gardons avec le Parti socialiste des divergences de fond par exemple sur la régionalisation de certaines politiques publiques comme la santé.

Cela permettrait de construire un premier pôle de rassemblement cohérent avec la nature de nos propositions et à même de pousser à un rassemblement plus large au second tour. Ce rassemblement politique de deuxième tour autour d'un pacte de majorité étant la condition *sine qua non* pour battre la droite et l'extrême droite.

Bien évidemment, ceci n'éluide nullement nos exigences politiques qui ont permis d'ores et déjà de déboucher sur la proposition d'une liste composée à égalité dans l'ordre de la liste de candidats présentés par le PCF et par la FI.

C'est dans cette démarche que nous proposons de poursuivre le dialogue avec la FI.

Ce document a pour vocation d'ouvrir le débat préparatoire à la Conférence régionale, il est à la fois le fruit d'un travail collectif des secrétaires départementaux d'Île de France et du groupe front de gauche à la Région. Il est l'expression du choix majoritaire exprimé lors de la construction de ce travail.

Nous souhaitons qu'il contribue à la réflexion et au débat des communistes pour que notre conférence, du 16 janvier prochain, soit la plus riche possible pour acter les choix que la conférence régionale soumettra au vote des communistes.